

La révolution des nombres : statistique privée et statistique d'État dans le Canada du XIX^e siècle

Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost

Volume 21, numéro 50, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800403ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800403ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

CSTHA/AHSTC

ISSN

0829-2507 (imprimé)

1918-7750 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaud, J.-P. & Prévost, J.-G. (1997). La révolution des nombres : statistique privée et statistique d'État dans le Canada du XIX^e siècle. *Scientia Canadensis*, 21, 49–65. <https://doi.org/10.7202/800403ar>

Résumé de l'article

Ce qui distingue le Canada de la France ou de l'Allemagne du XVIII^e siècle, c'est que la statistique n'y est pas, pendant la première moitié du XIX^e siècle, « une description de l'État, par lui-même et pour lui-même ». Il existe, entre « l'âge d'or » des recensements du régime français et la naissance d'un véritable système statistique au moment de la Confédération, un moment où la statistique est une description du pays, par d'autres et pour d'autres que l'État. Le réseau de ceux qui introduisent et font circuler les idées statistiques au Canada est au contraire constitué de ce qu'on pourrait appeler, par opposition aux futurs statisticiens d'État, des « gentlemen-statisticiens ». Pendant quelques décennies, on verra se développer un genre nouveau, le *statistical account* ou tableau statistique, un certain nombre de débats dans lesquels les propositions fondées sur le chiffre occupent une place importante, ainsi qu'une série d'outils cognitifs autorisant de nouvelles formes de description et de comparaison. L'émergence d'un public éclairé ayant compétence à lire et à juger les nombres, la publicité des statistiques, qu'elles émanent de sources officielles ou privées, et le recours aux arguments à caractère statistique dans le discours politique public constituent trois facettes de cette « révolution des nombres ».

La révolution des nombres: statistique privée et statistique d'État dans le Canada du xix^e siècle¹

JEAN-PIERRE BEAUD ET JEAN-GUY PRÉVOST

RÉSUMÉ:

Ce qui distingue le Canada de la France ou de l'Allemagne du XVIII^e siècle, c'est que la statistique n'y est pas, pendant la première moitié du XIX^e siècle, «une description de l'État, par lui-même et pour lui-même». Il existe, entre «l'âge d'or» des recensements du régime français et la naissance d'un véritable système statistique au moment de la Confédération, un moment où la statistique est une description du pays, par d'autres et pour d'autres que l'État. Le réseau de ceux qui introduisent et font circuler les idées statistiques au Canada est au contraire constitué de ce qu'on pourrait appeler, par opposition aux futurs statisticiens d'État, des «gentlemen-statisticiens». Pendant quelques décennies, on verra se développer un genre nouveau, le *statistical account* ou tableau statistique, un certain nombre de débats dans lesquels les propositions fondées sur le chiffre occupent une place importante, ainsi qu'une série d'outils cognitifs autorisant de nouvelles formes de description et de comparaison. L'émergence d'un public éclairé ayant compétence à lire et à juger les nombres, la publicité des statistiques, qu'elles émanent de sources officielles ou privées, et le recours aux arguments à caractère statistique dans le discours politique public constituent trois facettes de cette «révolution des nombres».

ABSTRACT:

By contrast with those of France or of 18th-century Germany, early 19th-century Canadian statistics are not «a description of the State, by and for itself». On the contrary, there stands, between the «golden age» of French regime censuses and the birth of a true statistical system at the time of Confederation, a moment during which statistics is a description of the country, not by and for the State, but by others and for others than the State. The network of those who introduce and disseminate statistical ideas is then largely composed of «gentlemen statisticians», as opposed to government statisticians, a not yet existent species. During a few decades, the new genre of statistical account emerges, as well as debates within which numerical arguments play an important part, and a series of new cognitive tools which allow for new forms of description and comparison. The emergence of an enlightened public able to interpret and assess numbers, the publicity of statistics, be they from government or private sources, and the reliance of public political discourse on statistical arguments are three aspects of this «numbers revolution».

Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui est peuplé de créatures statistiques: taux de chômage, seuil de pauvreté, pyramide des âges, courbe des revenus, indice des prix, quotient intellectuel, espérance de vie, risque probable, estimations et pourcentages divers. Est-il possible aujourd'hui de penser, d'agir, de discourir sans faire appel à elles, c'est-à-dire sans mobiliser un savoir chiffré, sans sacrifier à la rhétorique du nombre? On voit en effet assez mal comment, sans passer par une série d'opérations de définition, de délimitation, de dénombrement et de classement, des phénomènes comme le chômage, la pauvreté, l'immigration ou encore la violence faite aux femmes pourraient atteindre la densité et la netteté de contours suffisantes pour autoriser une discussion raisonnable et, a fortiori, une action efficace. Des savoirs complexes, desquels s'autorisent nombre de pratiques et de politiques publiques, sont eux-mêmes consubstantiels à l'activité statistique: pensons à l'économétrie, à l'épidémiologie ou, pour prendre un exemple plus typiquement canadien, à la démolinguistique qui, dans le domaine de l'action, se traduisent respectivement par la prévision économique, la prévention des maladies et l'aménagement linguistique. La topographie symbolique qui fixe les repères de l'identité et de l'altérité doit elle aussi beaucoup aux découpages que proposent recensements, enquêtes et sondages. Ainsi, au Québec et au Canada, le couple majorité/minorité renvoie-t-il presque invariablement au clivage linguistique, selon des catégories dont la familiarité tient largement à l'investissement statistique dont elles sont l'objet depuis des décennies.² Certains des termes les plus courants, les plus importants, parfois les plus naturels de notre lexique politique: francophones, anglophones, allophones, autochtones, minorités visibles, reposent sur des procédés d'épuration ou d'amalgame qu'impose la nature même du travail statistique.

Cette expansion continue de la mesure et de l'analyse statistiques au cours des deux derniers siècles s'inscrit avant tout dans une transformation des modes d'appréhension du monde qui a vu des formes de connaissance locales, singulières et souvent présentées de manière littéraire progressivement supplantées par une information à caractère général, standardisé et généralement exprimée sous forme de nombres. Witold Kula a bien décrit comment l'émergence des systèmes unifiés de poids et mesures témoignait du remplacement d'une vision synthétique et qualitative des choses par une perception au contraire abstraite et quantitative.³ La multiplication des relevés topographiques et géologiques, l'apparition du contrôle de la production industrielle, l'enregistrement obligatoire des nais-

sances et des décès, la mise en place des recensements, des enquêtes statistiques périodiques et des systèmes de comptabilité nationale illustrent bien comment cette conception numérique du monde s'est stabilisée et pour ainsi dire durcie dans des formes, des pratiques et des institutions qu'on ne peut plus aujourd'hui aisément séparer des réalités dont elles sont censé nous offrir l'image. Prises ensemble, ces formes, ces pratiques et ces institutions relèvent, selon l'expression de Porter, d'une «technologie de la distance»: la mesure, du fait de sa reproductibilité, le chiffre, en raison de son abstraction, nous permettraient d'observer les choses en quelque sorte du dehors et donc d'échapper à la partialité et à la subjectivité; à l'idiosyncrasie, ils substituent la convention.⁴ Mais comment rendre compte de cette montée en puissance du nombre, c'est-à-dire du fait que la statistique, dans ses usages les plus divers, soit aujourd'hui devenue, pour reprendre la formule de Robert Hamilton Coats, «l'oracle des temps modernes»?⁵

La complexité du phénomène tient à la diversité des champs, des espaces, des territoires que sollicite une histoire de la statistique entendue comme mode de connaissance et de gestion du monde social. Faire une telle histoire implique bien sûr l'étude des outils mathématiques qui en constituent le fonds technique, mais aussi celle des assises matérielles et institutionnelles qui assurent leur déploiement à grande échelle, de même que celle de la «demande d'information» qui en légitime l'existence.⁶ Lorsqu'ils cherchent à inscrire leur activité dans l'histoire humaine, les statisticiens se plaisent pour leur part à remonter aux recensements de l'Empire romain ou à ceux dont fait mention la Bible (l'Italien Corrado Gini voit par exemple dans le marquage de leurs prises par les chasseurs paléolithiques «les premiers documents statistiques»).⁷ À cette généalogie *pro domo*, on peut opposer la recherche des conditions de possibilité de l'activité statistique, parmi lesquelles figurent notamment le tournant mathématique pris par la science depuis le XVIIe siècle et les exigences de mise en équivalence posées par le développement des relations marchandes.⁸ C'est toutefois au seuil du XIXe siècle que l'on doit fixer l'émergence de l'activité statistique moderne: en quelques décennies, on assiste dans plusieurs pays à la mise en place de recensements décennaux (à partir de 1790 aux États-Unis, de 1801 en Angleterre, ...), à la constitution de «sociétés de statistique», à la prolifération d'enquêtes sur les phénomènes qui inquiètent les élites de l'époque (crime, folie, suicide, mortalité infantile, pauvreté, ...) et surtout à l'utilisation de plus en plus fréquente d'arguments fondés sur le nombre dans les discours des-

tinés à convaincre. La rupture évidente que marque cette période a été décrite, par ceux qui l'ont examinée, au moyen d'une série de métaphores suggestives: «l'ère de l'enthousiasme» (Westergaard), «la grande explosion des chiffres» (Porter), «l'avalanche des nombres» (Hacking).⁹ On assiste donc, au cours des mêmes décennies, à une transformation dans le domaine de la rhétorique, des modes de pensée et des habitudes intellectuelles et à la mise en place progressive d'organisations dont le rôle est précisément de fournir aux autorités et au public cultivé des informations chiffrées. Comme le mentionne Alain Desrosières, on peut regarder les péripéties et les particularités de la mise en place progressive des bureaux de statistique comme des moments de la construction des États modernes. Plus généralement, «on ne peut séparer logiquement l'État, la société, et les descriptions de l'un et de l'autre qu'en donnent les bureaux de statistique».¹⁰ Les statistiques et les organismes qui les génèrent, les diffusent et éventuellement les commentent peuvent d'ailleurs apparaître comme des instruments de construction d'une conscience nationale. Comme le montre Marie-Noëlle Bourguet à propos de la France, les statistiques produites durant la Révolution et celles de l'époque napoléonienne ont été à la fois le symbole d'une France unifiée et en même temps un facteur de construction de l'unité du pays.¹¹ Ce lien entre croissance de l'État, développement d'un sentiment national, production de statistiques publiques et structuration d'un appareil conçu à cette fin est illustré par de nombreuses études.¹² En fait, le discours que tiendront les statisticiens pour arguer de la légitimité de leurs activités sera lui-même largement construit autour de ces quatre points cardinaux.¹³

* * *

En prenant pour objet le cas à la fois exemplaire et atypique du Canada, il nous apparaît à cet égard tout à fait pertinent d'examiner comment se mettent en place, en gros pendant les deux premiers tiers du siècle dernier, un ensemble de discours et de pratiques qui font du chiffre leur matériau privilégié et bientôt la traduction la plus sûre et la plus juste du réel. Certes, les nombres et les tableaux de chiffres existaient bien avant le XIXe siècle (la Nouvelle-France, notamment, a une tradition de recensements qui remonte à 1666, ce qui autorise le Canada à revendiquer «l'honneur d'avoir mené le premier recensement des temps modernes»);¹⁴ mais ceux-ci étaient destinés avant tout à instruire le Roi et ses intendants et relevaient donc, pour une large part, du secret d'État. Comme l'a écrit Porter, l'Ancien régime voyait dans ses sujets les membres d'un état, titulaires de privilèges héréditaires, plutôt que

des personnes autonomes, dotées de droits individuels. On pouvait certes, par exemple, vouloir connaître le nombre d'hommes en âge de porter les armes, mais en dehors des nécessités liées à la guerre et au renflouement périodique du trésor public, le décompte des personnes et la mesure de leurs diverses caractéristiques n'ont de sens qu'à partir du moment où «leur humanité commune apparaît (...) plus significative que leurs différences».¹⁵ Il est clair par ailleurs qu'il n'existait pas encore à cette époque de public imposant capable de discuter et de critiquer ces nombres. Les sources d'autorité et de vérité étaient alors bien plus l'expérience vécue, l'observation directe ou encore l'opinion des personnages et des auteurs éminents: ainsi en va-t-il des relations écrites par les «historiens» des XVIIe et XVIIIe siècles, du genre florissant constitué par les récits de voyageurs britanniques (et parfois français ou américains) au tournant du XIXe siècle ou encore de la «littérature de brousse» produite par les pionniers du Haut-Canada à la même époque. Quand il est présent dans ces discours, le nombre ne joue alors le plus souvent qu'un rôle accessoire. Au début du XIXe siècle, la présence du mot «statistiques» dans le titre d'un livre n'indique d'ailleurs pas nécessairement celle de données chiffrées dans le corps de l'ouvrage.¹⁶ En quelques décennies, toutefois, on verra apparaître un genre nouveau, le *statistical account* ou tableau statistique, un certain nombre de débats (sur les progrès de l'agriculture, le rôle bénéfique ou non du clergé, la mortalité infantile, la position des colonies britanniques vis-à-vis de leur voisin républicain) dans lesquels les propositions fondées sur le chiffre occupent une place importante, ainsi qu'une série d'outils cognitifs (tableaux, pourcentages, calculs de progression) autorisant de nouvelles formes de description et de comparaison. Jusque-là ornement, le nombre devient argument. L'émergence d'un public éclairé ayant compétence à lire et à juger les nombres, la publicité des statistiques, qu'elles émanent de sources officielles ou privées, et le recours aux arguments à caractère statistique dans le discours politique public constituent trois facettes de cette «révolution des nombres» et peuvent être mis en relation avec d'autres développements caractéristiques de la démocratie libérale, comme la liberté de la presse, le renforcement des pouvoirs des assemblées représentatives, l'élargissement du droit de vote et l'avènement des partis politiques.

Les bornes de la période qui nous intéresse peuvent être fixées avec suffisamment de précision. En 1822, l'Écossais Robert Gourlay publie son *Statistical Account of Upper Canada*.¹⁷ Il s'agit d'un imposant compendium où l'on retrouve tout à la fois une description

géographique et naturelle du Haut-Canada, la présentation systématique des résultats de l'enquête menée par l'auteur sur le terrain et la reproduction d'une série de documents officiels utiles à la compréhension historique; s'y ajoute une longue introduction dans laquelle l'auteur proteste contre le bannissement dont il a été l'objet trois ans plus tôt et présente son projet d'émigration massive vers le Haut-Canada comme la solution au problème de la pauvreté dans le Royaume-Uni. Bien sûr, Gourlay n'est pas le premier auteur à faire usage de nombres pour décrire l'état du pays: mais, tant par la quantité d'informations statistiques que par les méthodes mises en oeuvre pour les recueillir et les analyser, on ne trouve rien de comparable avant la *Topographical and Statistical Description* publiée par Joseph Bouchette en 1832.¹⁸ À la figure du rebelle Gourlay s'oppose un demi-siècle plus tard celle du bureaucrate Joseph Charles Taché, réformateur énergique des activités statistiques de l'État. Le recensement canadien de 1871, mené sous l'autorité de Taché, tranche nettement, par le territoire comme par les matières couvertes, par la qualité de son exécution, par l'ampleur de son rapport, sur ceux des décennies précédentes; mais surtout, il illustre le fait que la description statistique de l'état du pays, de par l'importance des moyens qu'elle exige, est désormais l'affaire de l'État. Entre les deux se trouvent les quelques décennies qui retiendront notre attention, cette période de transition au cours de laquelle on peut observer en quelque sorte *in vivo* l'apparition, la dissémination, puis le durcissement d'outillages mentaux aujourd'hui familiers mais à l'époque radicalement nouveaux.

L'intérêt du cas canadien pour l'étude d'une mutation qui a affecté, sous des formes et selon des rythmes plus ou moins divers, l'ensemble des pays occidentaux, tient pour l'essentiel à trois facteurs. D'abord, le Canada ou, plus précisément, les colonies britanniques d'Amérique du nord constituent un carrefour où se croisent les influences venues de la métropole, de la France, d'où origine la majorité (pour un temps encore) de la population, et des États-Unis, redoutable et attrayant voisin. Entre les quatre, les flux migratoires, les voyages et les circuits de distribution des livres et brochures assurent une circulation constante des façons de penser et de faire. Gourlay apporte avec lui les idées du radicalisme agraire en même temps que le modèle du *Statistical Account of Scotland* de Sir John Sinclair.¹⁹ De France, Isidore Lebrun publie un *Tableau statistique des deux Canadas* qui s'appuie massivement sur des sources canadiennes et dans lequel ses critiques verront l'oeuvre des libéraux canadiens associés aux cercles républicains et anticléri-

caux: l'ouvrage est distribué à Montréal par le libraire Édouard-Raymond Fabre, qui participera au soulèvement des patriotes du Bas-Canada, et à York par William Lyon Mackenzie, qui dirigera la rébellion du Haut-Canada.²⁰ Au milieu des années 1830, le docteur William Kelly plaide pour une amélioration des statistiques médicales en s'appuyant sur l'ouvrage de Bisset Hawkins, *Elements of Medical Statistics*, paru en Angleterre quelques années plus tôt.²¹ Au début des années 1840, le Conseil législatif recommande, pour fins de recensement, l'adoption d'un «modèle belge», témoignant ainsi d'une connaissance, probablement par l'intermédiaire de Rawson W. Rawson, des réalisations d'Adolphe Quetelet.²² Tout au long de ces années, la comparaison des progrès respectifs de la république américaine et des colonies britanniques mobilise l'attention des Canadiens ainsi que celle des voyageurs britanniques, américains et français. Laboratoire exceptionnel, la colonie canadienne permet donc d'observer comment des traditions statistiques différentes cohabitent, se télescopent, s'interpénètrent, comment elles servent à asseoir des points de vue distincts ou semblables.

Le Canada de la première moitié du XIXe siècle se distingue toutefois des autres membres de ce réseau transatlantique par deux traits: la quasi-absence d'un monde savant de même que celle d'un appareil d'État moderne. Dans les colonies britanniques d'Amérique du nord, point d'académie des sciences, point de sociétés de statistique, point de dirigeant éclairé à la Jefferson, c'est-à-dire soucieux de recueillir le plus d'informations possible sur l'état social et économique du pays, point de Quetelet incarnant simultanément les mondes généralement distincts de la science et de l'administration. On y trouve certes un Joseph Bouchette, Arpenteur général du Bas-Canada, cartographe à la fine pointe des développements en cette matière et dont l'ouvrage témoigne d'une méthode, d'un recul critique alors généralement absents.²³ On y trouve également, à Québec, une *Literary and Historical Society* devant laquelle les quelques «scientifiques» de l'époque présentent leurs travaux et dont le même Bouchette fut l'un des fondateurs en 1824 avant que de mettre sur pied et de présider à partir de 1827 une Société pour l'encouragement des sciences et des arts. On y trouve de même une profession médicale en voie de structuration, mais en butte à l'indifférence voire à l'hostilité d'un public encore loin d'être convaincu de la supériorité des soins qu'elle offre sur ceux dispensés par les irréguliers (charlatans, rebouteux, ...) qu'elle cherche justement à écarter. Il y a en somme un «goût» pour les sciences, dont témoignent justement les sociétés savantes, la presse

scientifique naissante, les bibliothèques et les premiers musées d'histoire naturelle.²⁴ Mais en l'absence du partage entre une statistique théorique, mathématique, abstraite et une statistique pratique, descriptive, concrète, on n'y trouve rien d'équivalent aux réseaux parfois fortement structurés qui, en Angleterre comme en France, assurent la traduction administrative des constructions mathématiques mises au point par des savants.²⁵ Loin de diminuer l'intérêt du cas canadien, cette absence de médiation laisse voir au contraire avec plus de clarté tant la façon dont se stabilisent les outils statistiques que les usages politiques au profit desquels ils sont mobilisés. Pour prendre un exemple, le pourcentage, un instrument à nos yeux éminemment banal, fait ici l'objet, entre, disons, 1830 et 1855, d'une domestication passablement laborieuse. La même chose peut être dite à propos des divers calculs de progression, dont la mise au point est intimement liée à la discussion, qui court sur plusieurs décennies, relative au «bonheur» respectif dont jouissent Canadiens et Américains. La production des discours chiffrés se fait en somme dans des conditions telles (absence d'outils statistiques «durcis», non-spécialisation des élites) qu'on peut en voir de façon presque crue l'épaisseur politique. En gros, l'appareillage technique, scientifique qui ailleurs entoure le chiffre, l'écart de plus en plus prononcé entre les quantités établies par les opérations de mesure (nombre d'églises, tonnage des navires dans tel ou tel port, nombre d'enfants de moins de cinq ans, surface des terres cultivées, ...) et les réalités dont elles se veulent l'expression objectivée (le fait religieux, le niveau d'instruction, ...) qui, dans des sociétés où le travail de la connaissance et de la domination fait l'objet d'une division plus poussée, autorise toutes les formes d'euphémisation au plan du discours (et dont les sciences sociales naissantes offrent peut-être l'exemple le plus marquant) sont encore, au moins durant une bonne partie de la période, absents du paysage cognitif canadien.²⁶ Il n'existe en effet, durant la première moitié du XIXe siècle aucun travail sur le Canada qui puisse être décrit comme abstrait ou, disons, «sociologique»; quant aux travaux concrets, ou purement descriptifs, le bagage statistique auxquels ils font appel demeure élémentaire.²⁷

Le développement des préoccupations et des activités statistiques répond par ailleurs aux diverses formes politiques qui définiront les rapports du Canada à la Grande-Bretagne au cours du XIXe siècle. Jusque dans les années 1840, le statut des deux Canadas est clairement colonial et l'intérêt de la métropole se satisfait largement des données contenues dans les rapports de ses administra-

teurs.²⁸ Dans les colonies mêmes, la curiosité des autorités se manifeste de façon différenciée. Dans le Haut-Canada, on observe, après une période d'inertie, une sorte de frénésie comptable contenue dans d'étroites limites: ainsi, entre 1824 et 1841, ce territoire fait l'objet de recensements annuels, mais ceux-ci ne constituent guère plus que des comptages de population. Au Bas-Canada, pour la même période, les recensements sont plus rares (on en tiendra en 1825 et en 1831), mais ils comportent plus de questions et témoignent donc de préoccupations différentes. Il faut attendre 1847 (à la veille de l'octroi du gouvernement responsable) pour qu'une structure ayant mandat statistique, le Bureau d'enregistrement et des statistiques, soit créée. Les recensements de 1851 et 1861, les premiers à faire l'objet d'une véritable publicité, sont menés sous son autorité, mais l'existence du Bureau est cahotique et les autres tâches que lui fixe la loi de 1847 demeurent inaccomplies. En 1865, Joseph Charles Taché se livrera à une critique sans fard de l'état des statistiques officielles, accordant au Canada «the palm of having perhaps the worst statistics of any country».²⁹ C'est à ce moment seulement, c'est-à-dire celui où se peaufine le projet d'une confédération canadienne, que l'État en gestation se reconnaît une mission statistique. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant qu'au cours de la période ici retenue – et que l'on serait peut-être tenté de négliger précisément en raison du rôle modeste qu'y joue l'État – la statistique soit avant tout, comme son nom ne l'indique pas, affaire d'individus. C'est le cas des deux oeuvres majeures de la première moitié du siècle: l'enquête de Gourlay apparaît même hautement subversive aux yeux des autorités coloniales, qui l'emprisonneront, puis le déporteront; celle de Bouchette est au contraire l'oeuvre d'un bureaucrate éminent, mais elle demeure une entreprise personnelle, dont l'auteur doit avancer les frais de publication. C'est aussi le cas de tous ces ouvrages plus ou moins oubliés parce que moins imposants, dont les auteurs soit présentent des données recueillies par leurs soins, soit reproduisent, pour les contester ou pour s'appuyer sur eux, des chiffres repris ailleurs. Ces chiffres proviennent parfois des recensements tenus par l'État, mais en aucune façon cette origine ne les soustrait-elle à la critique. On observe plutôt, pendant la première moitié du siècle, une évidente pluralité des autorités en matière de chiffres, les données sanctionnées par l'État n'étant pas jugées plus fiables que d'autres issues d'une enquête individuelle.³⁰ Il existe, à côté des rares et de toute évidence bien faillibles statistiques officielles, d'autres sources qu'on ne se prive pas de citer ou de discuter. Eu égard aux imperfec-

tions patentes et aux contradictions dont souffrent les descriptions numériques disponibles, une part de la réflexion et de la discussion a justement trait aux procédures d'estimation et d'approximation susceptibles d'y remédier.

* * *

L'ensemble des travaux que nous évoquons ici peut être décrit comme un enchevêtrement de réseaux textuels: les auteurs se citent et se critiquent, les problématiques se chevauchent, les formes et les arguments sont repris et affinés d'un ouvrage à l'autre. Même si ceux qui prennent part à cette «conversation générale» occupent parfois des positions politiques antagoniques (ainsi, Bouchette est un fidèle serviteur de la couronne britannique, alors qu'Amury Girod, qui cite élogieusement ses travaux, devient un insurgé), les débats qu'ils mènent sont balisés par le recours à des outils et à des modes d'argumentation qui apparaissent progressivement comme nécessaires et légitimes. En fait, le *statistical account* ou tableau statistique, pour reprendre l'expression qui se répand après la publication de l'ouvrage de Gourlay, apparaît comme un genre transitoire: il émerge d'un ensemble de discours plus vaste, auquel appartiennent également les récits de voyageurs, les guides pour «émigrants» et la *bush literature* et dont l'ambition est en quelque sorte de dresser un état du pays. C'est justement en se démarquant de ces autres genres et en substituant à celles qui les régissaient (par exemple, la certitude offerte par l'observation directe dont pouvaient se targuer les voyageurs, l'authenticité que garantissait un établissement prolongé) de nouvelles conventions (par exemple, la possibilité d'estimer à partir de connaissances partielles, la commodité qu'offre une description chiffrée pour les besoins de la comparaison) que cette statistique largement topographique, géographique, encyclopédique jette les bases cognitives de la statistique d'État, qui reprendra à son compte, notamment dans ses rapports de recensement et ses annuaires statistiques, le projet d'un état du pays.

Les historiens de la statistique canadienne ont jusqu'ici ignoré cette tradition statistique largement privée et le rôle qu'elle a pu jouer dans la dissémination d'un certain nombre d'outillages mentaux, à une époque où l'État était pour ainsi dire absent du paysage statistique. Coats, dans son article de 1946, mentionne quelques-uns de ces textes, mais les jugements qu'il porte sur eux (l'ouvrage de Gourlay est «more 'account' than 'statistical'», celui de Bouchette «mostly descriptive» et les autres encore moins dignes d'intérêt parce que ne renfermant pas suffisamment de données chiffrées) ont un caractère rétrospectif. Dans ces livres, il voit d'a-

bord et surtout les traces de l'ère pré-numérique, le caractère littéraire et topographique plutôt que le recours, dans bien des cas encore timide et modeste, à la description chiffrée: pour Coats, la vraie statistique, celle qu'il pratique, est tout entière du côté des séries numériques. Par ailleurs, en grand réformateur qu'il fut, l'architecte du Bureau fédéral de la statistique s'intéresse au passé dans la mesure où il y trouve les signes annonciateurs de l'oeuvre qu'il a su lui-même accomplir.³¹ On comprend qu'à ses yeux, le régime français apparaisse comme un âge d'or et qu'hormis l'épisode Taché, ce «phare qui éclaire l'horizon», il n'ait guère de choses à raconter sur la période. Les travaux plus récents de David A. Worton et de Malcolm C. Urquhart portent pour leur part exclusivement sur les activités de l'appareil statistique officiel.³² Cette centralité de l'État dans le discours historique n'est du reste guère étonnante si l'on songe, d'une part, que l'histoire des statistiques officielles est dans une large mesure une auto-histoire³³ et, d'autre part, que le pays peut-être le plus étudié à cet égard, la France, se caractérise justement en matière de statistiques par une tradition administrative centralisatrice.

Or, ce qui distingue le Canada de la France ou de l'Allemagne du XVIII^e siècle, c'est que la statistique n'y est pas, pendant la première moitié du XIX^e siècle, «une description de l'État, par lui-même et pour lui-même».³⁴ Il existe, entre «l'âge d'or» des recensements du régime français et la naissance d'un véritable système statistique au moment de la Confédération, non pas seulement une période de déclin ou de mise en sommeil de l'activité statistique, comme le suggère une attention trop centrée sur l'appareil d'État, mais bien un moment où la statistique est une description du pays, par d'autres et pour d'autres que l'État. L'impulsion ne vient ni d'un gouvernement inquisiteur et centralisateur (comme en France), ni même de sociétés savantes à vocation philanthropique (comme on en trouve en Grande-Bretagne); le réseau de ceux qui introduisent et font circuler les idées statistiques au Canada est au contraire largement informel et constitué de ce qu'on pourrait appeler, par opposition aux futurs statisticiens d'État, des «gentlemen-statisticiens». Bien sûr, certains d'entre eux peuvent occuper des positions officielles (Bouchette est Arpenteur général, Jacques Viger est en 1825 commissaire au recensement pour la région de Montréal), mais leurs activités statistiques, du fait qu'elles excèdent de loin les mandats qu'on a pu leur confier, demeurent pour l'essentiel une entreprise individuelle.³⁵ On doit également reconnaître que des recensements somme toute assez élaborés ont eu lieu au Bas-Canada en 1825 et

1831: mais on doit ajouter aussitôt que ceux-ci furent l'aboutissement de pressions répétées sur un Conseil législatif peu enclin aux initiatives et que la publicité de leurs résultats tient essentiellement à l'écho qu'en donnent les «statisticiens privés».³⁶ L'État, sous les habits de Taché, n'entre vraiment en jeu que bien tard, pour ainsi dire au tomber du rideau, quand la nécessité et la légitimité d'une description chiffrée de l'état du pays sont admises. Mais les conditions démographiques et économiques d'après 1867 rendant bien difficiles, sinon carrément impossibles, les entreprises quasi-héroïques d'un Gourlay ou d'un Bouchette, au pluralisme – à l'anarchie? – de la période antérieure se substitue une sorte de monopole de la statistique légitime. Les bases en sont jetées par Taché dans les années qui précèdent et suivent la Confédération. Avant que ne s'écoule beaucoup de temps, ses successeurs présenteront la statistique comme l'arithmétique du bien-être social et l'appareil qu'ils dirigent comme le siège de la raison de l'État.

NOTES

- 1 Les auteurs tiennent à remercier Bruce Curtis et les évaluateurs choisis par la revue pour leurs précieux commentaires ainsi que le CRSH pour son aide financière.
- 2 Par contraste, on peut évoquer le cas des États-Unis où cette dichotomie renvoie spontanément au clivage racial. Dans le cas de la France, les termes de majorité et minorité apparaissent moins pertinents; depuis quelque quinze années, le discours du Front national et de sa mouvance, relayé à l'occasion de façon significative par des travaux à caractère démographique, a toutefois cherché à imposer une catégorisation fondée sur la distinction entre «Français» et «étrangers».
- 3 Witold Kula, *Les mesures et les hommes*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 1984, p. 93.
- 4 Theodore M. Porter, *Trust in numbers. The pursuit of objectivity in science and public life*, Princeton, Princeton University Press, 1995, p. ix.
- 5 Robert Hamilton Coats, «Dalhousie and Progress», *The Dalhousie Review*, 17, 1937, p. 60.
- 6 Pour une histoire «internaliste» de la statistique, centrée sur la logique du développement des outils, voir Stephen Stigler, *The history of statistics. The measurement of uncertainty before 1900*, Cambridge (Mass.), The Belknap Press of Harvard University Press, 1986. Alain Desrosières, dans *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique* (Paris, La Découverte, 1993), offre une analyse qui met en lien les trois aspects.
- 7 Corrado Gini, *Statistical Methods*, Roma, Istituto di statistica e ricerca sociale, 1966, p. 3. William Kruskal évoque les racines bibliques des recensements modernes dans «The Census as a National Ceremony», in *Federal Statistics and National Needs*, Washington, GPO, 1984.
- 8 Sur le tournant mathématique pris par les sciences, voir Giorgio Israel, *La mathématisation du réel*, Paris, Seuil, 1996, «Introduction». Sur les liens entre le développement des échanges et la quantification, voir Kula, *Les mesures et les hommes*.
- 9 Harald L. Westergaard, *Contributions to the history of statistics*, London, King, 1932; Theodore M. Porter, *The rise of statistical thinking 1820–1900*, Princeton, Princeton University Press, 1986; Ian Hacking, *The taming of chance*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- 10 Desrosières, *La politique des grands nombres*, p. 180.
- 11 Marie-Noëlle Bourguet, *Déchiffrer la France. La statistique départementale à l'époque napoléonienne*, Paris, Éd. des archives contemporaines, 1988, p. 107–116.
- 12 Mentionnons, pour les États-Unis, l'ouvrage de Margo Anderson, *The American census. A social history*, New Haven, Yale University Press, 1986, et, pour l'Italie, celui de Silvana Patriarca, *Numbers and nationhood. Writing statistics in nineteenth-century Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- 13 Pour un échantillon, voir les textes réunis dans John Koren (ed.), *The history of statistics. Their development and progress in many countries*, New York, Burt Franklin, 1970 (1re éd.: 1918). On trouvera une mise en

- contexte du discours tenu par les statisticiens d'État au tournant du siècle dans Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost, «La forme est le fond. La structuration des appareils statistiques nationaux (1800-1945)», *Revue de synthèse*, t. 118, no 4, octobre-décembre 1997, p. 419-456.
- 14 Robert H. Coats, «Beginnings in Canadian Statistics», *The Canadian Historical Review*, vol. XXVII, no. 2, 1946, p. 109.
 - 15 Porter, *The rise of statistical thinking*, p. 25. En ce qui concerne la Nouvelle-France, qui se distingue à cet égard de la métropole, elle fut marquée par une tradition assez riche et apparaît atypique. Sous le régime français, en effet, les recensements furent nombreux, en moyenne un tous les cinq ou six ans. Le recensement effectué par Jean Talon en 1665-1666, notamment, même s'il ne concernait que 558 familles et 3115 «âmes», est moderne de par son esprit, puisqu'il est d'abord de nature «statistique», que son objectif est bien la «mesure sociale». Coats énumère ainsi les traits modernes de l'enquête dont Colbert fut le véritable cerveau organisateur: «It included everyone; it did so "nominally," or name by name; it recorded the sex, age, marital condition, family relationship, and occupation of each; it was *de jure*; it was of fixed date». Coats, «Beginnings in Canadian statistics», p. 110.
 - 16 Par exemple, le livre du Dr Dunlop, *Statistical Sketches of Upper Canada*, publié en 1832, ne propose qu'une page de données quantifiées, bien que son auteur déclare avoir passé vingt ans à visiter les cantons «for the express purpose of collecting statistical information».
 - 17 Robert Fleming Gourlay, *Statistical Account of Upper Canada, Compiled with a View to a Grand System of Emigration*, 2 vols., et *General Introduction to Statistical Account of Upper Canada, Compiled with a View to a Grand System of Emigration in Connexion with a Reform of the Poor Laws*, London, Simpkin and Marshall Stationers Court, 1822.
 - 18 Joseph Bouchette, *The British Dominions in North America; or a Topographical and Statistical Description of the Provinces of Lower and Upper Canada, New Brunswick, Nova Scotia, the Islands of Newfoundland, Prince Edward, and Cape Breton, Including Considerations on Land Granting and Emigration, to which are Annexed Statistical Tables and Tables of Distances, &c.*, London, Longman, Rees, Orme, Brown, Green, and Longman, 1832.
 - 19 Sir John Sinclair, ed., *The Statistical Account of Scotland*, 21 vols., Edinburgh, Creech, 1791-1799. Mentionnons que Gourlay avait conduit en 1799-1800 une enquête pour le compte du *Board of Agriculture*, dirigé par le même Sinclair.
 - 20 Isidore Lebrun, *Tableau statistique des deux Canadas*, Paris, 1833.
 - 21 William Kelly, «On the Medical Statistics of Lower Canada», *Transactions of the Literary and Historical Society of Québec*, vol. III, 1833-37, p. 193-221. Bisset Hawkins, *Elements of Medical Statistics*, London, Longman, Rees, Orme, Brown, and Green, 1829.
 - 22 Sur cet épisode, voir Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost, «Models for recording age in 1692-1851 Canada: the political-cognitive functions of census statistics», *Scientia Canadensis*, vol. XVIII, no 2, 1994, p. 136-151. Sur la correspondance entre Quetelet et Rawson W. Rawson, voir

- Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost, «Back to Quételet», *Recherches sociologiques*, volume XXIX, numéro 2, 1998, p. 83–100. Sur le rôle de Rawson W. Rawson, qui fut aussi secrétaire honoraire de la *Statistical Society of London*, comme «Chief Secretary of Canada», voir Bruce Curtis, «Official Documentary Systems and Colonial Government: From Imperial Sovereignty to Colonial Autonomy in the Canadas, 1841–1867», *Journal of Historical Sociology*, Vol. 10, No. 4, December 1997, p. 389–417.
- 23 Sur Bouchette cartographe, voir Claude Boudreau, *L'analyse de la carte ancienne; essai méthodologique; la carte du Bas-Canada de 1831 de Joseph Bouchette*, Rapports et mémoires de recherche du CELAT, no 7, décembre 1986, Université Laval. On trouve une biographie de Bouchette dans Gérard Parizeau, «Le bureaucrate et le géographe: Joseph Bouchette (1774–1841)», in *La société canadienne-française au XIXe siècle*, Montréal, Fides, 1975, p. 141–178.
- 24 Sur les sciences au Bas-Canada pendant la première moitié du XIXe siècle, voir Luc Chartrand, Raymond Duchesne et Yves Gingras, *Histoire des sciences au Québec*, Montréal, Boréal, 1987, ch. 3.
- 25 Une analyse de ce travail de traduction est proposée par Eric Brian dans *La mesure de l'État. Administrateurs et géomètres au XVIIIe siècle*, Paris, Albin Michel, 1994.
- 26 Pensons, par contraste, aux mondes savants et aux univers conceptuels que représentent l'économie politique (en Grande-Bretagne surtout) au seuil du XIXe siècle ou encore la physique sociale de Quételet un peu plus tard.
- 27 L'ouvrage de Rameau de Saint-Père, *Les Français en Amérique: Acadiens et Canadiens*, paru en 1859 (Paris, A. Jouby), qui s'appuie largement sur les résultats du recensement de 1851 et sur les données contenues dans le *Rapport sur l'émigration canadienne* de 1857, constitue peut-être le premier travail sociologique d'un auteur français sur le Canada, par contraste avec le genre plus immédiatement politique dont relève par exemple le *Tableau statistique* de Lebrun, paru un quart de siècle plus tôt. Rameau était un disciple de Le Play, dont il introduira les idées au Canada; l'un et l'autre seront membres honoraires de l'Institut canadien de Québec.
- 28 Sur les pratiques statistiques des autorités coloniales, voir Bruce Curtis, «The Canada 'Blue Books' and the administrative capacity of the Canadian State», *Canadian Historical Review*, vol. LXXIV, no 4, 1993, p. 535-565. Les *Blue Books*, qui sont des rapports envoyés chaque année au *Colonial Office*, ne sont pas, jusqu'en 1864, des documents publics et, à ce titre, doivent être considérés comme relevant de la «statistique d'Ancien régime».
- 29 Joseph Charles Taché, «Memorial to the Board of Registration and Statistics», *Report of the Minister of Agriculture of the Province of Canada for the year 1865*, Ottawa, 1866.
- 30 On peut dater de la publication des résultats du recensement de 1851 le début de la période où les chiffres de l'État commencent à faire consen-

sus, ce qui n'empêchera pas un Taché de les ridiculiser complètement dans son mémoire.

- 31 Coats, «Beginnings in Canadian Statistics», p. 114. Rappelons que Coats fut le principal architecte du Bureau fédéral de la statistique (BFS), créé en 1918, et qu'il occupa le fonction de Statisticien du Dominion de 1915 à 1942. Sur les débuts du BFS et le rôle qu'y joua Coats, voir Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost, «La structuration de l'appareil statistique canadien, 1912-1921», *The Canadian Historical Review*, vol. LXXIV, no 3, 1993, p. 395-413.
- 32 David A. Worton, *The Dominion Bureau of Statistics. A History of Canada's Central Statistical Office and its Antecedents, 1841-1972*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 1998. Malcolm Charles Urquhart, «Three Builders of Canada's Statistical System», *The Canadian Historical Review*, vol. LXVIII, no 3, 1987, p. 414-430.
- 33 Ainsi, la version canadienne de cette «histoire maison» (dont on trouve des équivalents à peu près partout) ne fait strictement aucune mention, dans son chapitre initial couvrant les années 1666-1917, des productions statistiques qui nous intéressent ici. Hors de l'État, point de salut! Voir *75 ans à compter. L'histoire de Statistique Canada*, Ottawa, Statistique Canada, 1992.
- 34 Desrosières, *La politique des grands nombres*, p. 180.
- 35 Ce qui explique, du reste, l'oubli dans lequel les laisse une histoire «étato-centrique» de la statistique canadienne.
- 36 À cet égard, le recensement de 1851 marque tout de même une innovation: les résultats en sont publicisés et font l'objet d'une analyse de la part du commissaire William Hutton. Mais ceci n'est évidemment pas comparable à la rupture incarnée par Taché. Celui-ci transforme le Blue Book en document public; il diffuse, en plus des résultats du recensement de 1871, ceux de tous les recensements et décomptes antérieurs; il met également sur pied la machinerie administrative nécessaire à la réalisation des tâches statistiques qu'avait définies la loi de 1847.

NOTE BIOGRAPHIQUE

Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost sont tous deux professeurs de science politique à l'Université du Québec à Montréal. Depuis une dizaine d'années, ils mènent des recherches sur l'histoire des statistiques au Canada et ailleurs dans le monde. Parmi leurs publications récentes, mentionnons «The Politics of Measurable Precision: The Emergence of Sampling Methods in Canadian Official Statistics», *Canadian Historical Review*, 79, 4, décembre 1998; «Controversy and Demarcation in Social Science: Early Twentieth-Century Demography and Walker's Theory of Immigration and the Birth-Rate», *Social Science History*, vol. 22 no 2, Summer 1998; «La statistica, oracolo moderno?», *Aperture*, 4, *Misure e dismisura*, 1998; «Immigration, Eugenics and Statistics: Mesasuring Racial Origins in Canada (1921–1941)», *Canadian Ethnic Studies*, vol. 28, no 2, 1996.